



Bercy au coeur de l'action publique !



Nos missions sont les vôtres, vos missions sont les nôtres.

Nous sommes tou-te-s contribuables, consommateurs, consommatrices, usagers, citoyen-ne-s.

Tou-te-s concerné-e-s par la casse des missions de Bercy.

- ◆ NOUS sommes, VOUS êtes agent-e-s des Finances Publiques
- ◆ NOUS sommes, VOUS êtes douanier-e-s,
- ◆ NOUS sommes, VOUS êtes agent-e-s de la DGCCRF,
- ◆ NOUS sommes, VOUS êtes affecté-e-s à l'INSEE,
- ◆ NOUS sommes, VOUS êtes agent-e-s d'administration centrale.
- ◆ NOUS sommes, VOUS êtes ancien-ne-s de l'Industrie géré-e-s et abandonné-e-s à votre sort dans les DREAL, contraint-e-s à laisser les entreprises privées contrôler elles-mêmes les risques qui devraient être mesurés par l'État avec les mêmes critères sur l'ensemble du territoire ...

Tou-te-s, nous sommes face à la dégradation des conditions d'exercice de **NOS missions**, à la délégitimation de nos missions d'intérêt général, à la remise en cause du service public et de la Fonction Publique.

Solidaires Finances s'insurge contre le démantèlement des missions des MEFS et en déplore les conséquences désastreuses. Mille et une fois, notre fédération a alerté sur les risques encourus tant pour les agent-e-s que pour les citoyen-ne-s vivant sur le territoire national.

Solidaires Finances et ses syndicats **Solidaires Finances publiques**, **Solidaires Douanes**, **Solidaires CCRF & SCL**, **SUD INSEE**, **SUD Centrale** et **SOLIDAIRES Industrie & Développement Durable** ont décidé de lancer une campagne pour dénoncer la situation. Ensemble NOUS voulons mettre en avant notre vision d'un ministère qui serait réellement redistributeur et défenseur des intérêts fondamentaux du plus grand nombre.

Ce quatre pages a vocation à donner, à chacun-e de vous, un avant-goût de la démarche dans laquelle, en tant que première fédération syndicale aux MEFS, nous nous engageons. Cette démarche de valorisation de NOS missions et de NOS ADN-ADM, nous la lançons au moment même où le gouvernement vient, lors d'une conférence de presse le 1er février, d'annoncer le lancement d'un vaste plan de départs volontaires (PDV), semblable à ce qui se passe dans le secteur privé lorsque patrons et dirigeants d'entreprises accroissent leurs bénéfices grâce aux suppressions massives d'emplois permises par les plans sociaux.

50 000 emplois en moins au niveau de la Fonction publique d'État et 120 000 sur 5 ans dans les 3 pans de la Fonction publique sont à la clef. Gageons que dans ce tour de passe-passe les missions de Bercy seront sur la sellette.

Ne les laissons plus faire !

Être confronté au besoin d'un accueil de proximité à la DGFIP, ça arrive à tout le monde

Nous tou-te-s agent-e-s des ministères économique et financier, sommes aussi des contribuables. Chacun-e d'entre nous, actif-ve ou retraité-e, sait combien l'année 2018 sera une année très chargée pour les agent-e-s affecté-e-s dans les Centres des Finances publiques, partout sur le territoire.

Avec la hausse de 1,7 % de la CSG, compensée progressivement pour les fonctionnaires et entraînant une baisse substantielle des pensions civiles chez les retraité-e-s, la suppression de la taxe d'habitation pour 80 % des foyers fiscaux, la mise en place du prélèvement à la source dès janvier 2019 (avec choix du type de prélèvement pour les couples dès mi 2018), les choses se corsent singulièrement. Le besoin de rencontrer un-e agent-e pour mieux comprendre sa situation fiscale va être patent tant l'année 2018 est charnière avant le grand chambardement de l'impôt sur le revenu payé à la source, c'est-à-dire, prélevé directement sur les revenus (salaires, pensions, indemnités...).

Or, la DGFIP est confrontée depuis le début des années 2000 à de vastes restructurations (création du service aux entreprises/particuliers, développement d'internet, déploiement de plate-formes, dématérialisation des procédures...).

Dès 2007, avec la RGPP, le mouvement de fermeture des trésoreries de proximité s'est accéléré et, à la demande de divers rapports (Cour des comptes, IGF) recommandant que « la DGFIP devienne l'administration numérique de référence », « grâce au redimensionnement progressif du réseau territorial de l'État », ce processus continu s'aggrave.

Défendre la cohérence et les moyens CCRF sur le territoire

En cette période de scandale sanitaire LACTALIS, quatre ans après celui du « Chevalgate », comment pouvons-nous prouver l'utilité de la DGCCRF ?

En prenant la journée ordinaire d'un consommateur, d'une consommatrice ordinaire par exemple !

Car, de son lever à son retour à la maison, cet individu ordinaire, vous ou moi, utilisera des objets, consommera des produits, utilisera des services qui auront été contrôlés et vérifiés par les agents de la DGCCRF.

De sa baguette à la rénovation de l'école de son enfant, des soldes dans les magasins à son club de sport, de l'aire de jeux de ses enfants à la possibilité de faire usage d'un droit de rétractation face à une entreprise indélicata, ce sont les agent-e-s de la DGCCRF qui l'auront assuré de la validité des travaux, de la véracité des informations données sur les produits, du respect des réglementations en vigueur, de la qualité des biens consommés...



Autrement dit, disparition progressive des accueils de proximité et contribuables contraints à effectuer leurs opérations en ligne, « sans compter les collectivités territoriales et leurs administré-e-s abandonné-e-s très largement aux intérêts financiers privés, avec un contrôle de plus en plus virtuelle de la DGFIP. »

Tout ça pour quoi ? Pour faire des économies d'échelle (elles aussi clairement préconisées), supprimer des sites, des postes, des emplois, des accueils et renvoyer les contribuables à la déclaration en ligne obligatoire, aux mails en cas de difficultés, au paiement de l'impôt en ligne.

Bref, à un traitement des situations personnelles complètement déshumanisé et, s'il y a la moindre défaillance d'un contribuable, aux majorations aveugles puis aux « avis et oppositions à tiers détenteur » dont les conséquences sont redoutables sur les comptes bancaires des personnes fragilisées... Tandis que les évadés fiscaux restent à l'abri sous les cocotiers de leurs beaux paradis fiscaux. Car, là encore, les moyens de lutte contre la fraude fiscale sont eux aussi rognés, au lieu d'être portés à la hauteur de ce que serait une véritable lutte nationale contre cette forme de délinquance économique et financière...

En un mot comme en cent : à la DGFIP, la nouvelle révision de NOS missions ne se fera pas sans NOUS, ne se fera pas sans VOUS.

Problème : la DGCCRF a-t-elle encore les moyens de faire tout ça ?

Telle est la démonstration et les réponses que **Solidaires Finances** et son syndicat SOLIDAIRES CCRF & SCL espèrent vous apporter à l'occasion d'une publication de circonstance qui sera diffusée prochainement. Vous y verrez que ce consommateur ordinaire, c'est chacun-e de nous, dans chaque acte quotidien...

Oui les missions de la DGCCRF ça compte dans la vie de chacun-e de NOUS.

Plus que jamais nous les défendrons en exigeant la re-création d'une véritable direction cohérente de son sommet à la moindre de ses implantations locales, ainsi que l'accroissement de ses moyens opérationnels de contrôle. Seule une telle orientation va dans le sens de la défense des intérêts fondamentaux des consommateur-trice-s.

Dérouler le scénario de la Douane, fiction ou réalité ?

Même à la Douane, un scénario-fiction « Douane à l'horizon 2026 » (quelque peu humoristique et paraissant à première vue excessif, il faut bien l'avouer !) n'est pas si éloigné de la réalité 2018 (à suivre dans notre prochaine brochure sur les missions des MEFs)

Aux yeux d'une grande partie de l'opinion publique, l'image d'Épinal de la Douane reste celle des douanier-ère-s en uniforme contrôlant les flux aux postes frontières. Les postes frontières ayant été supprimés dans l'espace Schengen depuis la fin des années 1990, quelle peut bien être l'utilité de la DGDDI aujourd'hui ?

Avec la mondialisation économique, l'accroissement du commerce international, l'expansion des flux financiers informels, des transports de marchandises frauduleuses ou contrefaites, la circulation illégale d'armes de poing et de guerre, le trafic des drogues, d'œuvres d'art ou de vestiges archéologiques pillés notamment dans les pays en guerre... recourir aux métiers civils et en uniforme d'une douane adaptée aux enjeux et aux nouvelles formes de criminalité transfrontalière est plus que jamais INDISPENSABLE.

Hélas, depuis 2007, la Douane, ses missions de surveillance et de préservation de la sécurité et la sûreté des citoyen-ne-s vivant sur le territoire français (outre-mer compris) ont été peu à peu réduites à leur portion congrue.

INSEE, faire vivre la statistique publique pour la démocratie

Comment sait-on que les inégalités de fortune augmentent continuellement ? Que le sous-emploi frappe davantage les femmes que les hommes ? Que 20 % des enfants vivent dans un ménage pauvre ? Que le fait de travailler n'empêche pas toujours d'être sans domicile ? Grâce aux enquêtes et aux études menées par l'INSEE considéré comme un des organismes statistiques les plus efficaces et fiables dans le monde. Vérités statistiques que certains n'aiment pas entendre et pourtant ce « bien public original » est indispensable en démocratie. Une société doit disposer d'une information économique et sociale fiable, objective et à l'abri des pressions du pouvoir politique et économique.

La réforme territoriale de 2015 a débouché sur la disparition des activités d'études et de diffusions dans certains sites provoquant ainsi des inégalités géographiques d'accès à ce service. Les moyens de l'Insee se concentrent sur la réponse aux demandes réglementaires européennes ou internationales aux dépens de la demande nationale et locale. Cela laisse le champ libre à des officines privées et autres instituts de sondages guère dénués d'arrière-pensées financières et d'intérêts particuliers.

Réunion de futurs investisseurs après la fermeture des brigades des Douanes.



Au nom d'une adaptation forcée à un environnement technologique mouvant, les gouvernements successifs et les responsables de la Douane ont supprimé les moyens au rythme d'un emploi par jour équivalent à la suppression d'une direction régionale chaque année, allégé les procédures, dématérialisé les contrôles, amenuisant toute présence physique autant que les enquêtes effectives et bien souvent le droit à poursuivre les contrevenants, surtout lorsqu'il s'agit d'alléger « la charge des entreprises ». Car, qui plus est avec le « projet Douane 2020 » (PSD) actuellement mis en œuvre, le credo est bel et bien celui de « l'accompagnement des entreprises » et de leur « droit à l'erreur ».

Oui, il s'agit d'un changement complet d'ADN des missions que les douanières et douaniers ont dénoncé dans l'unité pendant près de deux ans.

Avec elles, avec eux, un petit retour sur l'histoire de leurs missions, nous sera bien utile afin de mieux partager leurs exigences.

Ces changements de stratégie ont entraîné des baisses d'effectifs et des réorganisations en cascade, et perturbés toute la chaîne de production de la statistique publique. Les « mutualisations » ont réduit le nombre de fonctionnaires, mais quel intérêt si, à la place, l'État fait appel à des vacataires ? Certains sites sont débordés, les délais de traitement s'allongent et la qualité de la production est mise en danger.

Les établissements régionaux sont particulièrement frappés par les restrictions (un quart d'effectifs en moins en cinq ans) alors que la proximité entre les enquêtrices et enquêteurs et les usagers, particuliers, acteurs publics territoriaux ou services de l'État, est une nécessité. La pérennisation de la statistique publique passe par une vraie reconnaissance de leur travail et de leurs contraintes particulières.

Le Président de la République a placé 2018 sous le signe de la lutte contre les Fake News. SUD INSEE et Solidaires Finances considèrent qu'un des remparts à la propagation de fausses nouvelles réside dans la protection d'un service de statistique public efficace et indépendant.

Assurer la sûreté et la sécurité des citoyen-ne-s

La disparition du ministère en charge de l'Industrie, dans le nouveau gouvernement, est un mauvais signal pour les agent-e-s dispersé-e-s dans des ministères ayant des priorités parfois divergentes. Cet éclatement confirme le désengagement de l'État en matière de sécurité industrielle, de surveillance des transactions commerciales, de contrôles techniques périodiques de sécurité des poids-lourds, d'aides au conseil des entreprises...

Dans les DREAL, l'État cherche des dispositifs de déclassement des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) : régime d'autorisation simplifiée, déclaration contrôlée par des organismes extérieurs... Pourtant, les conséquences de l'exploitation de ces sites rendent incontournables ces missions de police industrielle et environnementale.

La notion de prévention des risques est peu à peu abandonnée. **Dans les faits, cela signifie que des milliers de « petites » ICPE échappent à tout véritable contrôle !**

Alors que leur impact, même diffus, a des effets tout aussi néfastes sur l'environnement qu'un gros établissement industriel surveillé de près...



La reconversion de sites industriels implantés dans des zones devenues urbaines impose suivi et surveillance de long terme avant que des établissements recevant du public (et a fortiori ceux destinés aux enfants) puissent s'y implanter.

L'externalisation des missions fait que ces surveillances sont réduites au nom de la « simplification des normes », de la « liberté d'entreprendre » ou du « droit à l'erreur », et dans le même temps l'instruction des dossiers par les agents est complexifiée à l'excès.

Les autres activités connaissent le même sort.

Dans les DIRECCTE, ce sont les missions de développement économique qui sont remises en cause : l'État abandonne aux régions le contrôle des aides aux entreprises.

D'une façon générale, on assiste à une dilution progressive des expertises et des compétences spécifiques. L'État n'adapte pas les moyens aux dangers mais le danger au manque de moyens organisé !

Solidaires Finances et SOLIDAIRES à l'Industrie et au développement durable ne laisseront pas brader notre sécurité et se déliter ces missions de service public !

En Centrale, des contours flous !

Depuis des années, l'administration centrale des MEFs a été percutee de plein fouet par de sempiternels changements de périmètres ministériels et directionnels (entrée puis sortie de la DGEFP, de la DGAFP, de la DGME transformée en SGMAP placé au niveau du 1er ministre, puis de retour dans le giron de Bercy avec la création de la DITP, transformation de l'ONP en SIRH, du SAE en DAE, direction internalisée des Achats de l'État, transfert du Tourisme et du réseau Trésor au MAE...). La liste est longue. De fait, l'administration centrale est le laboratoire d'essai des MEFs (en matière de fusions, restructurations, mutualisations, privatisations).

L'administration centrale, c'est à la fois les missions supports nécessaires aux directions à réseaux, des services de lutte contre la délinquance économique, fiscale et financière et les fonctions régaliennes et des prestations d'intérêt général : la Direction du Budget prépare les lois de finances qui ont des répercussions in fine sur les citoyens ; la Direction Générale du Trésor élabore la politique économique française, européenne et internationale ; la Direction Générale des Entreprises qui ne défend plus réellement l'emploi sur les territoires mais est aujourd'hui au « service des entreprises ».

Dans les fonctions support, on retrouve aussi la sécurité et la sûreté des bâtiments qui concerne tous les agent.e.s et connaît depuis plusieurs années des difficultés. Cette fonction se retrouve, elle-aussi, confrontée à un processus de privatisation.

Les « grands corps » de contrôle, Inspection générale des Finances (IGF), Contrôle général économique et financier (CGE-FI), Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies (CGIET) sont, quant à eux, très impliqués

dans les politiques de suppression des contrôles opérationnels des directions à réseaux et dans toutes les dérégulations que nous vivons. Ils contribuent ainsi à la transformation progressive de l'État en un État au seul bénéfice des entreprises et, ce, au détriment des intérêts des citoyen-ne-s et de la cohésion sociale.

Les services du secrétariat général de Bercy ont conçu et porté les politiques ministérielles d'action sociale et de santé/sécurité au travail qui furent exemplaires au sein de la Fonction publique... Aujourd'hui, nous devons nous battre pour qu'elles soient préservées.

Et puis, ce sont aussi les services du Secrétariat Général et du Service des Ressources Humaines qui sont censés mener le « dialogue social » en centrale et au niveau ministériel. Avec un gros chantier en 2018 : l'organisation des élections professionnelles avec la mise en place du vote électronique.

Dans ce contexte, les agent-e-s de centrale sont brinquebalés de déménagements en ré enmenagements. Cette situation contribue au mal-être qui se développe sous la houlette de managers « toxiques ». Les agents de centrale préféreraient utiliser leurs compétences et leur savoir-faire pour servir un État et une administration résolument au service de l'intérêt général.

Avec Solidaires Finances, SUD Centrale Solidaires se battra pour une Fonction publique renforcée, respectueuse et efficace au service d'un état solidaire.